

Les subsides

Il y a quelques domaines extrêmement importants que nous devons affronter au cours des prochaines années et nous devons prendre les mesures nécessaires pour répondre à la demande tant au niveau économique qu'au niveau de la main-d'œuvre. Hier encore, je lisais dans le journal *The Gazette* de Montréal un article faisant écho à une conférence organisée par le *Financial Post* sur les technologies de l'avenir. Dans ce journal on signalait justement la grande nécessité pour le Canada d'organiser une immense opération de rattrapage dans ce domaine. D'ailleurs, la plupart des autres nations industrielles ont le même problème. Mais dans le cas du Canada, au moment où les traditionnels bassins d'immigration se tarissent de plus en plus et devant la perspective d'immenses méga-projets industriels, il est clair que nous devons faire un effort additionnel et surtout concentré, et ce à la grandeur du pays.

En effet, monsieur le président, l'énormité du défi qui nous attend au cours de la prochaine décennie en matière de ressources humaines a été exposée dans différentes études dont parlait le ministre ce matin, plus particulièrement celle qui a été commandée à l'intérieur de notre propre ministère, et celle qui a été présidée par un de nos collègues sur la perspective d'emploi des années 1980. Depuis un an, monsieur le président, le gouvernement, le secteur privé et les syndicats s'intéressent de très près aux politiques sur les ressources humaines. Les consultations qui ont abouti à la récente conférence fédérale-provinciale qui s'est tenue à Vancouver au début du mois de janvier sur la formation professionnelle est maintenant terminée. Et nous nous apprêtons à lancer un programme de formation des plus efficaces à l'échelle nationale. Programme souple qui répondra aux besoins d'aujourd'hui et profitera à long terme à tous les Canadiens. L'offre à la grandeur du pays connaît présentement une baisse dramatique. Le taux de croissance moyen de la population active qui s'établissait à 3.5 p. 100 au début des années 1960 et au début des années 1970 ne sera plus qu'à 1.8 p. 100 à la fin des années 1980. Par surcroît, la composition de la population active sera modifiée radicalement. Le nombre de nouveaux actifs diminuera et les deux tiers seront composés de femmes dans les 10 prochaines années. Dans l'Ouest, les autochtones compteront pour plus de 20 p. 100 de la croissance active de la population. Au moins un nouvel actif sur cinq sera un autochtone dans cette région. L'âge moyen des travailleurs augmentera sensiblement. A elle seule, cette évolution marquera le marché du travail, voire même notre vie quotidienne.

Monsieur le président, tous les députés sont bien au courant des transformations sans précédent que connaîtront à cet effet l'économie et le marché de la main-d'œuvre au cours de cette décennie. Toutefois, un paradoxe invraisemblable se dessine. Le nombre des chômeurs est élevé, par contre la transformation de l'économie entraîne de sérieuses pénuries de main-d'œuvre, surtout de pénuries de main-d'œuvre spécialisée. D'ailleurs, certains emplois ne sont pas comblés présentement au Canada faute de main-d'œuvre spécialisée et c'est d'ailleurs pourquoi nous devons faire appel à des immigrants pour combler certains postes.

● (1610)

Encore cette semaine le président d'une importante firme d'ingénierie de Montréal signalait avec justesse qu'une grande pénurie d'ingénieurs existait présentement au pays,

qu'elle serait encore plus cruciale dans les années à venir, et même qu'elle pourrait porter atteinte à nos grands méga-projets que nous voulons mettre de l'avant. De la même façon dans l'entreprise privée, M. De Grandpré, président de la Northern Telecom, parlait récemment de pénurie de compétences à laquelle sa propre entreprise fait face. Il prédit que la Northern Telecom devra recruter jusqu'à 65,000 scientifiques et ingénieurs d'ici 10 ans, si elle veut conserver et raffermir sa position de tête dans les technologies clés de l'électronique et des télécommunications. En examinant ce besoin de main-d'œuvre, surtout de cette main-d'œuvre spécialisée, et le haut taux de chômage, il nous fallait agir. Il était urgent d'accroître l'évolution du système de formation à travers le pays. C'est justement pour cela cette grande conférence qui a eu lieu au début de janvier et qui parlait de cette formation professionnelle!

On a vu, comme tous mes collègues de la Chambre, ce tollé qui s'est élevé à ce moment-là de la part de certaines provinces alors qu'on nous accusait de vouloir nous immiscer dans un domaine provincial, sans toutefois tenir compte qu'il s'agissait de former effectivement des gens qui sont déjà à l'extérieur du système d'éducation et qui sont sur le marché du travail. Nous avons également vu cette réticence de la part de la province de Québec à vouloir faire partie de ce programme. Au cours de l'année dernière nous avons donné à la province de Québec environ 65 millions de dollars pour la formation professionnelle.

Monsieur le président, il a été extrêmement surprenant d'entendre nos collègues d'en face dans leurs argumentations aujourd'hui alors qu'ils n'ont jamais fait allusion à ces programmes dans la province de Québec. Mon honorable collègue de Joliette parlait justement du fait que les députés de la province de Québec à la Chambre des communes ne faisaient rien. Je voudrais certainement lui rappeler qu'au cours du débat constitutionnel le chef de l'opposition et quelque-uns de ses collègues ont voulu exercer des pressions auprès du gouvernement du Québec afin de tenter d'amener certaines modifications à notre projet de constitution. Ces gens savaient très bien, monsieur le président, qu'il ne valait rien de tenter de convaincre un parti qui se veut séparatiste de vouloir venir négocier à Ottawa avec des gens qui croient au pays pour amender un projet de constitution. Ils savaient d'avance que c'était là un geste perdu.

Mais dans des cas concrets comme ce projet de formation professionnelle, où sont nos amis d'en face dans ce dossier? Ont-ils essayé d'exercer des pressions également auprès du gouvernement du Québec pour s'asseoir à la même table que nous afin de tenter de renégocier cette entente constitutionnelle? L'ont-ils fait? J'aimerais bien le savoir. J'espère que notre ami de Joliette qui nous dit qu'il en revient... J'ai bien hâte de voir ce que sera la réaction du gouvernement du Québec à ce niveau, et si effectivement ils vont réussir à convaincre le gouvernement du Québec à faire en sorte...

Nous, les gens de ce côté-ci de la Chambre, nous avons alors offert au gouvernement du Québec un programme qui visera justement à former, à la grandeur du pays, cette main-d'œuvre spécialisée dont nous aurons besoin pour répondre aux besoins des années futures. Il est un autre programme que le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M. Axworthy) vient tout juste d'annoncer et qui est extrêmement important, c'est le